



ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

Fonderies Hachette et Driout
Question au Gouvernement n° 1351

Texte de la question

FONDERIES HACHETTE ET DRIOUT

Mme la présidente . La parole est à Mme Laurence Robert-Dehault.

Mme Laurence Robert-Dehault . Dans ma circonscription, la ville de Saint-Dizier était l'un des phares économiques et industriels de la région du Grand Est. Aujourd'hui, les fonderies Hachette et Driout, fleuron historique du territoire, comptant près de 250 salariés, forts de savoir-faire uniques en France dans la fonderie de précision, activité indispensable à notre souveraineté énergétique, sont menacées de disparaître.

Il y a un an, les fonderies ont été rachetées par la holding ACI Group, pour 200 000 euros – autrement dit : une bouchée de pain –, montant assorti d'une obligation d'investissement de 3,5 millions, qui ne sont jamais arrivés. ACI n'en était pourtant pas à son coup d'essai : en 2021, elle avait empoché 4 millions pour reprendre Reims Aerospace, avant de la liquider trois ans plus tard.

Au-delà de ces conditions de rachat douteuses, la politique anti-industrielle menée par Emmanuel Macron n'est pas étrangère au désastre industriel que nous vivons. Les chiffres de 2024 et de 2025 nous disent la vérité : les fermetures d'usines s'accroissent, tout comme les destructions d'emplois industriels. Les promesses étaient belles. La réalité ne ment pas.

Pour sauver Hachette et Driout, des solutions existent. Le carnet de commandes n'attend que d'être honoré, seule la trésorerie manque.

Monsieur le ministre de l'économie, nous avons assez entendu les promesses du président sur le réarmement industriel. Foin de slogans, je vous apporte une solution chiffrée et immédiate : un prêt d'environ 5 millions suffirait à relancer l'entreprise. Ma question est simple : l'État sera-t-il, oui ou non, au rendez-vous pour sauver Hachette et Driout et ses 250 salariés ? *(Applaudissements sur les bancs des groupes RN et UDR.)*

Mme la présidente. La parole est à M. le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle, énergétique et numérique.

M. Roland Lescure, ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle, énergétique et numérique. Franchement, utiliser les difficultés de certains salariés – sur lesquelles je vais revenir – pour raconter, une fois de plus, n'importe quoi et mentir à propos des chiffres macroéconomiques, ce n'est pas au niveau ! *(Exclamations sur les bancs du groupe RN.)*

M. Romain Baubry . C'est toi qui n'es pas au niveau !

M. Thomas Ménagé . Répondez à la question !

M. Roland Lescure, ministre . En réalité, depuis neuf ans, nous avons recréé de l'emploi industriel en France, nous avons ouvert plus d'usines qu'il ne s'en fermait, même si, malheureusement, il reste des situations difficiles, dont celle-là, sur laquelle je vais vous répondre. (*Mêmes mouvements.*) Mais vous devriez avoir honte d'utiliser la détresse de salariés pour raconter n'importe quoi ! (Applaudissements sur quelques bancs du groupe EPR. – Les exclamations s'amplifient sur les bancs du groupe RN.)

M. Sébastien Chenu . Vous avez coulé le pays : ne soyez pas arrogants !

M. Roland Lescure, ministre . J'en viens à la situation d'Hachette et Driout. Vous le savez, l'entreprise a été rachetée par ACI il y a un peu plus d'un an et, vous le savez aussi, ACI est en redressement judiciaire depuis quelques mois. Nous suivons la situation de toutes les filiales de ce groupe, en portant une attention particulière à l'industrie et à l'usine que vous mentionnez, car cette usine fournit notamment l'industrie de l'armement. Une audience importante a lieu aujourd'hui – vous le savez aussi, du moins je l'espère – : le tribunal aura à se prononcer sur une offre de reprise garantissant les emplois de plus de la moitié des salariés, dont nous espérons qu'elle aboutira. Je n'interviens évidemment pas dans les décisions de justice, je ne peux donc répondre à votre question aujourd'hui. En tout cas, l'État sera prêt à accompagner cette entreprise dans le cadre d'un processus de reprise, comme il l'est pour toutes les filiales du groupe.

Mme la présidente . La parole est à Mme Laurence Robert-Dehault.

Mme Laurence Robert-Dehault . Vous n'avez pas répondu à ma question,...

M. Roland Lescure, ministre . Si !

Mme Laurence Robert-Dehaultalors qu'il suffirait de 5 millions de la part de l'État pour aider cette entreprise. Je vous parle de sidérurgie de pointe, qui fonde notre souveraineté énergétique, malmenée par Emmanuel Macron. On peut agiter des projections, mais je vous parle de 250 emplois industriels bien réels, qui risquent de disparaître ici et maintenant. (*Applaudissements sur les bancs du groupe RN.*)

Mme la présidente . La parole est à M. le ministre.

M. Roland Lescure, ministre . Arrêtez avec Emmanuel Macron : il n'est pas responsable de l'avenir de cette entreprise,...

M. Frédéric Boccaletti . Il n'est responsable de rien !

M. Roland Lescure, ministredont nous nous occupons, pendant que vous glosez ! (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe EPR sur lesquels Mme Sandra Marsaud manifeste vivement son enthousiasme.* – *Vives exclamations sur les bancs du groupe RN.*)

M. Sébastien Chenu . Vous avez ruiné le pays !

Données clés

Auteur : [Mme Laurence Robert-Dehault](#)

Circonscription : Haute-Marne (2^e circonscription) - Rassemblement National

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1351

Rubrique : Entreprises

Ministère interrogé : Économie, finances, souveraineté industrielle, énergétique et numérique

Ministère attributaire : Économie, finances, souveraineté industrielle, énergétique et numérique

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 25 février 2026

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 25 février 2026